

RESTRUCTURATION JURIDIQUE ET FINANCIÈRE DE L'ENTREPRISE

MENTION **ADMINISTRATION ET LIQUIDATION DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ**

■ PRÉSENTATION & OBJECTIFS DE LA FORMATION

Ce master répond à un large besoin : **former des professionnels de la restructuration, aussi à l'aise sur le terrain juridique qu'économique**. Les étudiants suivent un cursus en deux ans leur permettant d'obtenir une formation complète en droit des affaires.

La restructuration de l'entreprise peut se présenter dans des contextes différents. L'entreprise à restructurer peut connaître des difficultés financières ou être in bonis, mais **dans les deux cas la restructuration doit être envisagée sous ces différents aspects, tant juridiques que financiers**.

Un professionnel de la restructuration doit, en effet, maîtriser le droit des entreprises en difficulté, mais il doit aussi être compétent en droit des sociétés, droit fiscal, droit bancaire, droit des sûretés et intégrer un certain nombre d'enjeux de droit social.

Les étudiants sont également appelés à développer des compétences de premier ordre en comptabilité, gestion

et analyse financière. Ces compétences sont précieuses aujourd'hui puisqu'un juriste d'affaires comprenant le contexte économique dans lequel évolue l'entreprise apporte une plus-value appréciable et très recherchée, tant dans le cadre d'une activité de conseil que de contentieux. À l'issue du cursus, l'ambition est donc de former des professionnels bénéficiant **d'une double compétence**.

Le Code de commerce (art. R. 811-28-1 et R. 812-18-1) prévoit que **les titulaires d'un master Administration et liquidation des entreprises en difficulté peuvent solliciter leur inscription sur la liste nationale des administrateurs judiciaires ou sur celle des mandataires judiciaires, selon les années d'expériences demandées**. Mais cette formation peut permettre d'accéder à bien d'autres professions dans le domaine de la restructuration : avocat spécialisé (restructuration des entreprises en difficulté ou restructuration des sociétés in bonis), juriste spécialisé au sein d'une banque ou autre institution financière, juriste spécialisé au sein d'un cabinet d'audit, etc.

CONDITIONS D'ADMISSION

Tout étudiant titulaire d'un Diplôme National de Licence (DNL) ou équivalent, résidant en France ou dans un pays de l'espace économique européen, effectuant une candidature dans un Diplôme National de Master (DNM), hors parcours en formation continue et masters internationaux, doit déposer sa candidature et les documents spécifiques demandés sur la plateforme monmaster.gouv.fr, entre le 25 février et le 24 mars 2025.

Les candidatures pour les parcours sous statut étudiant seront examinées par les responsables pédagogiques, qui sélectionneront les candidats admis et les informeront via la plateforme monmaster.gouv.fr à partir du 2 juin 2025.

Pour les parcours sous statut alternant, la phase de recherche de contrat se déroulera entre le 2 mai et le 9 juin 2025, les propositions d'admission seront transmises du 13 au 16 juin 2025.

La phase complémentaire se déroulera du 17 juin au 17 juillet 2025.

Lorsque le candidat aura accepté définitivement une proposition d'admission dans un DNM, il procédera au plus tôt à son inscription au sein de l'établissement d'accueil.

Pour les étudiants ne disposant pas de DNL ou équivalent, les candidatures se feront via le portail de candidature e-candidat de l'établissement.

■ COMPÉTENCES VISÉES

- ▣ Former des spécialistes de haut niveau en droit de la restructuration d'entreprises, ce qui appelle le développement de compétences tant juridiques qu'économiques et financières
- ▣ Développer une approche concrète des difficultés liées à la restructuration des entreprises en difficulté à travers la mise en contact avec de nombreux professionnels du droit ou du chiffre

■ PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES

La double compétence juridique et gestionnaire permet aux étudiants diplômés d'envisager de nombreux débouchés. Naturellement, les étudiants disposent de la formation la plus appropriée pour intervenir dans le domaine de la restructuration d'entreprises en difficulté. Mais ils développent par ailleurs des compétences qui leur permettront d'évoluer, le cas échéant, dans d'autres domaines du droit des affaires : restructurations des sociétés in bonis (sous l'angle sociétaire, fiscal et social), droit bancaire et financier, contentieux commercial, etc.

Ces spécialistes ont vocation à intégrer des études d'administrateurs ou mandataires judiciaires, des cabinets d'avocats spécialisés en droit des affaires, des cabinets d'audit, mais également des banques ou autres institutions financières.

TYPES D'EMPLOI

- ▣ Avocat
- ▣ Administrateur judiciaire
- ▣ Mandataire judiciaire
- ▣ Collaborateur d'administrateur judiciaire
- ▣ Collaborateur de mandataire judiciaire
- ▣ Juriste de banque
- ▣ Cabinet d'audit et conseil financier
- ▣ Conseil juridique

SEMESTRE 1	
	ECTS
UE1 - Cours magistraux généraux	12
Fiscalité entreprise	
Comptabilité	
Sûretés	
Concurrence	
UE2 - Cours magistraux spécialisés	6
Analyse financière	
Comptabilité approfondie	
Techniques quantitatives de gestion Méthodologie juridique (au choix)	
UE3 - Travaux dirigés	6
Fiscalité entreprise	
Analyse financière	
UE Maîtrise langue étrangère	3
Anglais	
UE libre	3
Droit international privé	

SEMESTRE 2	
	ECTS
UE1 - Cours magistraux généraux	12
Fiscalité entreprise	
Entreprises en difficulté	
Financement des entreprises	
Droit patrimonial de l'entrepreneur	
UE2 - Cours magistraux spécialisés	6
Évaluation et ingénierie financière	
Contrôle de gestion	
Politique financière de l'entreprise	
UE3 - Travaux dirigés	6
Entreprises en difficulté	
Fiscalité entreprise	
UE Maîtrise langue étrangère	3
Anglais	
UE libre	3
Propriété industrielle	

SEMESTRE 3	
	ECTS
UE Cours spécialisés	28
Restructuration des entreprises en difficulté	
Restructuration des sociétés in bonis	
Procédures d'exécution et entreprises en difficulté	
Procédures collectives particulières	
Aspects processuels de la restructuration	
Mise en situation professionnelle	
Évaluation des entreprises et des diagnostics stratégiques	
Approche comptable et financière de la restructuration	
UE Maîtrise langue étrangère	2
Anglais des affaires	

SEMESTRE 4	
	ECTS
UE Cours spécialisés	14
Aspects sociaux de la restructuration	
Aspects internationaux de la restructuration	
Aspects fiscaux de la restructuration	
Techniques de consolidation	
UE Professionnalisation	16
Gestion d'une étude et déontologie	
Mise en situation professionnelle	
Tutorat alternant (TD)	
Retour alternant (TD)	
Gestion de projet de projet alternance (TD)	
Conférences	
Stage et mémoire de stage	

UE ENGAGEMENT ÉTUDIANT

Substituable à l'UE libre, selon les dispositions prévues par le responsable pédagogique.

1 SEMESTRE = 30 ECTS

■ CONTACTS

FACULTÉ DE DROIT

Institut de Droit et d'Économie des Affaires (IDEA)

📍 Campus des Quais | Lyon 7^e

✉ idea@univ-lyon3.fr

📞 04 78 78 70 62

RESPONSABLE

Nicolas BORGA

✉ nicolas.borga@univ-lyon3.fr

DES QUESTIONS SUR VOTRE ORIENTATION, VOTRE INSERTION PROFESSIONNELLE ?

Le Service Commun Universitaire d'Information, d'Orientation et d'Insertion Professionnelle (SCUIO-IP) vous accompagne tout au long de votre cursus sur :

- vos choix d'orientation et de formation - Centre d'Information, de Documentation et d'Orientation
→ cido@univ-lyon3.fr
- votre insertion professionnelle - Bureau d'Aide à l'Insertion Professionnelle → baip@univ-lyon3.fr

Retrouvez également l'information sur la réussite des étudiants et leur insertion professionnelle sur les enquêtes de l'Observatoire des Formations et de l'Insertion Professionnelle (OFIP/DIDAP).

ADRESSE POSTALE

1C avenue des Frères Lumière - CS 78242 - 69 372 LYON CEDEX 08



📍 Manufacture des Tabacs

📍 Campus des Quais

📍 Campus de Bourg-en-Bresse

WWW.UNIV-LYON3.FR